

# Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

## SOMMAIRE

Séverine et nous (*Amédée Dunois*). — Le front unique et les expériences internationales (*H. Borrel*). — Quos vult perdere!. (*E. Darville*). — L'état présent de notre presse (*l'Administrateur de l'« Humanité »*). — Louise Michel toujours vivante (*Louise Bodin*).

Chronique internationale : Allemagne (*A. Guillaïn*) ; Italie (*A. Bordiga*) ; Roumanie (*A. Baudulescu*) ; Amérique (*W.-Z. Foster*) ; Indes (*G. A. K. Luhanî*).

Le Congrès communiste de Leipzig (Trad. *Alix Guillaïn*).

# SÉVERINE ET NOUS

DANS un long article paru dans l'*Ere Nouvelle*, notre amie Séverine a exhalé fièrement sa plainte d'excommuniée. J'ai lu et j'ai relu cet émouvant article. J'ai pesé de mon mieux les termes d'une argumentation qui semble sourdre du fond même de la sensibilité d'où sont sorties, jadis, les meilleures des *Pages rouges* et des *Pages mystiques*. Et je veux déclarer dès l'abord que, pas un instant, je n'ai été ébranlé dans ma conviction absolue que le IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste a eu raison, pleinement, catégoriquement raison de prendre contre certains éléments du Parti Communiste de France, les mesures d'élémentaire précaution qui viennent, par une sorte de choc en retour, de provoquer le départ de Séverine.

Je dis départ, Séverine, elle, dit *excommunication, exclusion*. Ni l'un ni l'autre terme — celui-là religieux et celui-ci profane — ne sont rigoureusement justes. Séverine n'a été ni excommuniée ni exclue. Très vraisemblablement, ne l'eut-elle pas été, si le Parti avait été appelé par elle à se prononcer sur son cas. Non, Séverine est partie librement, volontairement. Ayant à choisir, comme quelques milliers d'autres, entre la Ligue des Droits de l'Homme et le Parti Communiste, elle a choisi la Ligue des Droits de l'Homme, ce suprême refuge de la bourgeoisie avancée et de l'idéologie démocratique. C'était son droit, comme c'est celui des communistes de protéger leur parti — qui est un parti de classe, et par

« parti » il faut entendre une organisation de combat — et de se protéger eux-mêmes contre l'infiltration dans leurs rangs des idées libérales, démocratiques et pacifistes, telles que la *Paix*, l'*Humanité* et la *Justice* — idées évidemment fort séduisantes, symboles magnifiques d'un sens, toutefois, un peu incertain et changeant, dont tous les partis autres que le nôtre, toutes les sectes, toutes les églises ont fait depuis cent ans une exploitation éhontée et qui, en tout cas — Séverine le sait bien — ne pèsent pas lourd dans les balances d'une époque où l'impérialisme fait loi.

Paix, Humanité, Justice, les dieux de ma jeunesse, dit Séverine. Les dieux de la mienne aussi ! Hélas ! j'ai reconnu, à l'expérience, que ce sont là des dieux femelles qui ne disposent ni de la foudre ni du tonnerre. Les dieux du Capital sont autrement puissants. Ils ne résident pas dans le ciel, mais sont engendrés par la terre : ils se nomment Fer, Acier, Charbon. La trinité des temps modernes, la voilà !

C'est contre elle que lutte le Parti Communiste, lequel est fait, je le répète, non pour l'idylle, mais pour le combat. Toutes les mesures qu'il a dû prendre depuis peu, et dont vous vous plaignez, ma chère Séverine, sont motivées par les nécessités de la rude guerre civile où le Parti est d'ores et déjà engagé. La grande purge de Tours ne nous avait qu'imparfaitement assainis. Nos rangs demeuraient encombrés par trop d'amateurs, trop de dilettantes, trop de « carriéristes » et, je dirai,

trop d'inconscients. Sur les premiers, les amateurs, les dilettantes, les carriéristes, nous ne pouvons pas, ô Séverine, ne pas être d'accord, vous et nous. La plaie de tous les Partis, ce sont ceux qui le servent mal, parce qu'ils manquent de foi profonde, et ceux qui se servent de lui plutôt que le servir ; les sceptiques d'une part, les intrigants de l'autre. Le IV<sup>e</sup> Congrès mondial a eu cent fois raison d'écarter de nos rangs les tièdes, les mous et les perfides. Si vous pouviez vous rendre compte combien le coup de balai décrété à Moscou a rendu la maison plus propre, plus décente, plus habitable ! Entre ce que sommes dès aujourd'hui et ce que nous étions, il n'y a pas encore six semaines, la comparaison ne se soutient même pas.

Est-ce vous qui nous donnerez tort, Séverine, d'avoir expulsé de nos rangs les éléments conscients ou inconscients (il n'importe) de corruption et de démoralisation communiste ?

..

Reste l'incompatibilité établie désormais entre la qualité de franc-maçon ou de membre de la Ligue des Droits de l'Homme et celle de communiste. On ne peut pas, dit l'Internationale, servir à la fois le Parti Communiste et la Franc-Maçonnerie, le Parti Communiste et la Ligue des Droits de l'Homme. Et cette déclaration vous a froissée, parce que Vallès était quelque peu franc-maçon, parce qu'il y a eu, au temps de la Commune, certain défilé de tabliers blancs sur les remparts, « les frères opposant leurs frères bannières de soie aux obus de Versailles », parce que la Ligue des Droits de l'Homme, c'est à vos yeux le dernier carré du dreifusisme militant qui fut lui-même le suprême sursaut du vieux libéralisme bourgeois. Mais est-ce que ce sont là des raisons ?

Elles ne tiennent pas, en tout cas, contre les raisons autrement solides, de l'Internationale. En contreignant les communistes à opter une fois pour toutes entre la qualité de communiste et celle de franc-maçon ou de ligueur, l'Internationale communiste, loin d'obéir à un caprice ou d'assouvir une rancune, n'a fait qu'appliquer à la lettre sa doctrine fondamentale : celle de la lutte de classes et de l'opposition irréductible à tout ce qui n'est pas le prolétariat. Quels qu'aient pu être, dans le passé, les mérites intrinsèques de la Maçonnerie ou de la Ligue, elles sont, l'une et l'autre, des instruments de la petite bourgeoisie avancée, ni pleinement capitalistes ni pleinement ouvrières, des organisations à but humanitaires qui prétendent se tenir au-dessus de la mêlée des classes, dans la région fumeuse des « éternels principes », des éternelles confusions !

Tandis que le Parti Communiste n'est autre chose, lui, que le prolétariat politiquement, révolutionnairement organisé. Parti de politiciens, parti parlementaire ? Non : *parti de classe*. Parti n'ayant d'autre intérêt, ne poursuivant d'autres desseins que ceux de la classe ouvrière dont il constitue l'avant-garde, l'armée de premier choc. Il se doit donc, il doit à la doctrine qui est à sa base, à l'idéal qui est à son sommet, de rompre avec tous les groupements non-ouvriers. Il se doit d'obliger tous ses membres à rompre individuellement avec toutes les organisations politiques qui ne sont pas spécifiquement ouvrières : franc-maçonnerie, Ligue des Droits de l'Homme, sociétés de libre-pensée, etc., etc.

L'avenir de la révolution sociale exige que le prolétariat se libère radicalement des influences extérieures qui le détournent ou le distraient de son devoir de classe. Dans un pays comme le nôtre, où la petite bourgeoisie, figée dans ses idées traditionnelles, a conservé tant de puissance, le pire danger que courent les prolétaires, c'est de se laisser asservir par l'idéologie démocratique, voire pseudo-révolutionnaire, propre aux petits-bourgeois avancés. La rupture avec la Maçonnerie et la Ligue symbolise, en un geste exemplaire, cette rupture totale avec la petite bourgeoisie, à quoi l'Internationale communiste entend amener le prolétariat.

..

Quant à vous confondre, Séverine, avec le ramassis impur de ceux — dilettantes, amateurs, arrivistes ou petits-bourgeois égarés — qui sont partis d'eux-mêmes ou qu'il nous a fallu exclure, aucun de nous n'y a jamais pensé.

Car on vous connaît bien, Séverine ! On sait ce que vous êtes, d'où vous venez, où vous allez. On vous a vue pendant la guerre : quand il y avait danger à se proclamer pacifiste, et que le pacifisme était un dur combat, vous étiez là, ardente et brave. On sait bien que vous êtes des nôtres *au fond* et que votre raison, sinon toujours votre cœur, c'est à nous seuls qu'elle donne raison. On sait que si ça chauffe un jour, vous ne serez pas la dernière à accourir, pour prendre dans la mêlée, votre place près des communistes. Vous n'êtes pas pour rien la fille d'alliance de Vallès. C'est pourquoi la vieille ligueuse que vous êtes et les marxistes que nous sommes se retrouveront, j'en suis sûr, sous les plis du même drapeau — pas celui de la Ligue des Droits de l'Homme ! — du même côté de la même barricade, faisant ensemble, sans souci de doctrine, le coup de feu contre le même ennemi !

Aimé DUNOIS.

# Le front unique et les expériences internationales

Le Parti Communiste français a maintenant — dans son ensemble — accepté la tactique du front unique.

Mais la bonne compréhension du problème et l'incessante application de la tactique sont d'une telle importance pour le mouvement prolétarien qu'il est utile de procéder à des examens répétés et de profiter de tous les enseignements du mouvement révolutionnaire national et international.

Rappelons d'abord que la tactique du front unique vise au plus grand déploiement des forces de la classe ouvrière pour combattre à la fois la réaction capitaliste et les menaces de guerre européenne.

Nous, communistes-révolutionnaires, nous devons inviter toutes les organisations de la classe ouvrière à la lutte commune contre le Capital.

Il n'y a, dans cette proposition, aucune arrière-pensée de notre part.

Si les autres organisations acceptent, nous entrerons avec elles en action, nous organiserons la lutte commune — sans nous abstenir naturellement de critiquer au jour le jour, les fautes commises par l'ensemble du mouvement ou par quelques fractions.

Ces luttes démontreront quelles méthodes de lutte subissent avec le plus de succès l'épreuve de la bataille, quels hommes sont les plus dévoués à la cause du prolétariat, les plus aptes à lui servir de guide.

Nous sommes convaincus que les méthodes communistes, telles que les représentent l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge, prouveront leur supériorité. Et nous espérons aussi que les militants du Communisme en France témoigneront d'un dévouement profond et sincère à la cause prolétarienne et révolutionnaire.

Mais pour nous, soit dit encore une fois, il n'y a aucune arrière-pensée dans la proposition du front unique. Communistes, nous demandons — pour nous-mêmes, aussi bien que pour les autres — à passer par l'épreuve de l'action et par le feu de la bataille qui nous dévoileront nos propres faiblesses, et aussi bien que celles des réformistes.

Il est tout naturel que nous ayons plus de confiance dans les méthodes de l'Internationale Communiste et de l'I. S. R. que dans les méthodes d'Amsterdam, de Vienne ou de Londres — autrement il serait idiot d'adhérer aux deux premières.

Mais ce qui nous importe avant tout, ce n'est pas d'en être convaincus nous-mêmes, mais de lutter en commun avec les autres organisations ouvrières et de prouver dans la lutte, de prouver devant les masses ouvrières la supériorité de nos méthodes.

Nous n'avons aucune crainte. Et si le Congrès de la C. G. T. Lafayette dit, dans sa réponse à la proposition de la C. G. T. U. « qu'il n'est pas dupe de la formule du front unique, qui dissimule la volonté d'un Parti, de poursuivre, par d'autres moyens, la mise en tutelle du mouvement ouvrier » — c'est que les gens de la vieille C. G. T. ont peur de toute action et en particulier d'une action dans laquelle ils seraient obligés de se mesurer avec les Communistes.

Une erreur que commettent de nombreux camarades qui — en ne repoussant pas totalement la tactique du front unique — l'envisagent tout de même avec un certain scepticisme et hésitent encore à s'en servir, consiste en ceci : ils sous-estiment l'importance que le réformisme garde encore et celle qu'il gardera dans l'avenir du mouvement ouvrier.

Il n'est pas vrai que le réformisme ne soit qu'une survivance négligeable du passé, qu'il suffise de laisser faire les dissidents et les Lafayettistes pour que leurs organisations se désagrègent et disparaissent.

Les tendances réformistes et collaborationnistes du mouvement ouvrier ne sont pas une chose si simple, une chose qui dépende d'un Jouhaux, d'un Blum ou d'un Frossard, du crédit dont disposent ces hommes, dont deux, au moins, ne sont que d'affreux renégats.

Les racines du réformisme, les causes de l'hésitation devant la lutte sont beaucoup plus profondes.

Il y a un fait historique, relevé au cours des dernières années du mouvement révolutionnaire en Russie, en Allemagne et ailleurs, qui nous démontre que les masses ouvrières — même en période de pleine révolution ne passent pas d'un seul bond de l'état d'inertie et d'asservissement à la pleine conscience de leur rôle historique.

Après avoir brisé leurs chaînes, les masses passent par plusieurs étapes successives, dans lesquelles se développe la foi en leurs propres forces et se fortifie le sens critique envers la bourgeoisie et ses suppôts.

Philips Price mentionne, dans son livre sur la Révolution russe, des faits très instructifs. Il décrit en détail comment les masses ne sont arrivées que peu à peu à se détacher des mencheviks, quoique la révolution battit son plein, que la guerre continuât et que la misère fut terrible, Price dit :

« Le mouvement des larges masses était encore au commencement. Les esclaves d'hier qui avaient tremblés devant les gendarmes du tsar, ne pouvaient croire qu'ils fussent réellement libres, qu'ils auraient eux-mêmes à décider sur les destinées de la Russie. La vie leur semblait une chose impossible sans l'aide de quelqu'un de la classe régnante qui tiendrait le gouvernail. Et ainsi, par pure habitude, les ouvriers et soldats de Moscou regardaient

daient toujours vers leurs anciens maîtres dans l'attente de les voir suivre le nouveau courant de la vie sociale, venir vers eux pour dire : « Nous sommes prêts à vous aider ! »

« Ainsi seulement s'explique le fait qu'un si grand nombre d'officiers, d'avocats, d'hommes politiques de la classe moyenne, des journalistes et même des fonctionnaires subalternes du gouvernement aient été — au début de la Révolution — élus comme délégués au Soviet de Moscou.

« Tous ceux de la jurande des marchands de Moscou, tous les anciens laquais de l'autocratie effondrée qui avaient une réputation libérale si petite que ce soit, furent élus, parce que les masses n'avaient pas confiance en elles-mêmes. » Tout membre des professions libérales qui avait une éducation universitaire, pouvait — s'il n'était pas connu comme monarchiste notoire — entrer dans le Parti social-démocrate. Les Soviets de cette première période abondaient très souvent en gens qui, en réalité, n'avaient rien à faire avec le socialisme et la révolution.

« De quels éléments le Soviet de Petrograd était-il composé au début de la révolution ? L'initiative de sa formation venait des ouvriers manuels. Ils étaient les plus prêts du gouffre de la famine et du désespoir, — ils avaient tout intérêt à abolir l'ancien système économique. Mais il n'y avait pas de raisons pour que les autres catégories de salariés n'y entrent pas, les intellectuels ou les ménagères non rétribuées. Eux tous ils pouvaient envoyer leurs délégués; la constitution soviétique n'étant pas encore formulée. On se basait sur un seul principe général : que les électeurs soient effectivement des travailleurs, groupés sur la base professionnelle. Ainsi les fédérations des employés de banques, des comptables, des techniciens avaient leurs délégués au sein du Soviet de Petrograd après la révolution de Mars.

« On trouvait dans le Soviet très souvent des éléments qu'on y attendait pas : officiers, journalistes bourgeois, des petits boutiquiers, des avocats et des médecins.

« A la première séance du Soviet de Petrograd, seules les forces révolutionnaires actives des ouvriers manuels et des soldats avaient envoyé des délégués. Mais peu à peu d'autres couches du prolétariat furent entraînées dans la même voie — les petits artisans, les paysans mi-prolétaires, l'employé de commerce, de la banque, etc. Ces groupes, mal organisés et politiquement peu développés, tolérèrent que des éléments non-prolétaires s'emparassent des Soviets.

« Ainsi le Soviet de Petrograd perdit peu à peu pendant les premiers mois, après la révolution de Mars, son caractère de classe.

« Surtout les travailleurs intellectuels manquèrent de confiance dans leurs propres forces.

« En province, la décomposition des Soviets pendant les premiers mois de la révolution s'accomplissait encore plus rapidement. »

Ces quelques citations nous démontrent que même le prolétariat russe, qui pourtant a évolué avec une extrême rapidité, a passé par une période qu'on peut nommer réformiste, où il faisait confiance aux mencheviks, où il perdit peu à peu l'influence qu'il avait acquise par la révolution de Mars. Il a fallu que le prolétariat russe passât

par d'âpres luttes ; il a fallu qu'il changeât sa propre mentalité. Là, le réformisme s'est affirmé comme une force importante enracinée dans le cœur même de tout prolétariat qui n'a pas encore fait sa révolution.

En Allemagne, même constatation. Rappelons-nous qu'en novembre et décembre 1918 et en janvier 1919 tout le pouvoir politique et économique se trouvait entre les mains de la classe ouvrière organisée dans les Conseils d'ouvriers et de soldats. Après la débâcle militaire, la bourgeoisie fut complètement désemparée. Mais dans les Conseils d'ouvriers et de soldats, les masses suivirent les réformistes social-démocrates et — chose formidable ! — le Congrès national des Conseils d'ouvriers et de soldats céda en janvier 1919 bénévolement, le pouvoir à l'Assemblée Nationale convoquée par ce même Congrès.

Ces faits nous prouvent que le réformisme n'est pas du tout une quantité négligeable, que ses racines sont extrêmement profondes et que — même en période de pleine révolution — il peut exercer une influence décisive sur le mouvement ouvrier.

Nous aurons, pendant une très longue période encore, à nous servir de la tactique du front unique, la seule tactique utile vis-à-vis des réformistes. Hâtons-nous de nous en servir.

Plus nous réussirons à les réduire dès maintenant, plus sera limitée leur influence dans les journées décisives. Mettons tout en œuvre pour combattre !

H. BOREL.

Lire dans le prochain numéro du Bulletin Communiste :

## Le Gouvernement Ouvrier en France

par

Léon TROTSKY

VIENT DE PARAITRE

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

# NOUVELLE ÉTAPE

PAR

LÉON TROTSKY

UN VOLUME FRANCO : 4 fr. 50

Ce livre est consacré à la nouvelle étape du développement de la révolution prolétarienne internationale. Dans la première partie « La Situation mondiale », l'auteur a essayé de donner une caractéristique générale de la situation mondiale; la seconde partie « Une Ecole de Stratégie mondiale » contient l'enseignement tactique qu'on peut tirer du 3<sup>e</sup> Congrès de l'I. C., en même temps que la critique générale de ses travaux.

En vente à la Librairie de l'Humanité  
142, rue Montmartre. Chèque Postal 25.517

# QUOS VULT PERDERE... (1)

Voici la bourgeoisie française mise au pied du mur ; la bourgeoisie anglaise lui a signifié clairement qu'elle n'était pas assez sotte pour coopérer à l'établissement de son hégémonie continentale en lui facilitant l'installation sur le Rhin, d'où elle dominerait, politiquement et économiquement, l'Europe entière : elle ne tient pas, évidemment, à devoir recommencer les vieilles luttes qui aboutirent à Utrecht et à Vienne : Louis XIV et Napoléon ont été vaincus ; Guillaume II l'a été à son tour : John Bull entend bien rester le maître de la situation et l'arbitre de l'équilibre européen...

Notre bourgeoisie poussera-t-elle l'audace folle jusqu'à passer à l'acte ? Nos nationalistes intégraux l'y engagent avec une sorte de frénésie trépidante où il y a toute l'énergie du désespoir d'un grand peuple qui ne veut pas renoncer à son ancienne splendeur et à sa vieille puissance, et qui, sentant ses forces diminuer étrangement, saigné aux quatre veines par une guerre effroyablement coûteuse en hommes et en argent, et miné intérieurement par le sinistre fléau de la dépopulation, sait que le temps lui est tragiquement compté et veut profiter de la minute décisive où, fort de son armée, actuellement la plus puissante en Europe, il pourrait encore peut-être détourner le destin et remonter la pente fatale qui le conduit à tomber inévitablement au rang d'une Espagne.

L'Allemagne paiera, l'Allemagne *doit* payer — la bourgeoisie française a répété ce refrain, à satiété, depuis l'armistice ; elle sait très bien que l'Allemagne ne paiera pas et ne *peut* pas payer ; mais, comme elle a fondé toute sa politique financière sur ces paiements *impossibles* et que, d'ailleurs, si l'Allemagne ne paie pas, il faudra bien que *quelqu'un* paie, et que, ce *quelqu'un*, elle ne veut à aucun prix que ce soit elle, elle s'est donc trouvée acculée à cette occupation de la Ruhr, *tarte à la crème* de nos nationalistes, espoir suprême d'une situation tragique et désespérée. Or, l'Allemagne à peine vaincue, elle voit se redresser devant elle ce vieil antagoniste vraiment héréditaire, celui-là, l'Anglais, toujours constant à lui-même dans son opposition irréductible et systématique à toute hégémonie continentale.

Le vaniteux et faible Poincaré tient dans ses mains de juriste débile le sort de la France et du monde. Léon Daudet et Charles Maurras le pressent d'agir : de l'audace, de l'audace, encore de l'audace — c'était le mot de Danton ; c'est le mot, aujourd'hui, de Charles Maurras, qui pourrait à la rigueur passer pour une manière de Jacobin blanc... Ah ! si vous avez peur, si vous tremblez, passez-nous donc la main !

La minute est décisive, la minute est tragique : ne comprenez-vous donc pas que si vous n'agissez pas, et rapidement, avec une vigueur qui ne pourra sembler téméraire qu'aux pusillanimes et à ceux qui ne voient pas que la témérité est, à

*certaines moments*, la seule chance de salut, tout est fini, et qu'une occasion *unique* de redonner à la France une situation hors pair en Europe est à jamais irrémédiablement perdue. Mais voyez donc, ayez un peu d'imagination, — la France sur le Rhin, c'est la France maîtresse du charbon allemand et de la métallurgie allemande et, par conséquent, maîtresse, au point de vue économique, de l'Europe entière, où elle a déjà, dans la Pologne et tous les nouveaux peuples issus de la guerre, des vassaux de son capitalisme ; et c'est le *Reich* détruit, but véritable de la guerre, et la paix de l'Europe assurée pour longtemps sous la bienfaisante hégémonie française ; car Berlin réduit à l'impuissance, c'est Moscou réduit au néant ; vous n'y pensez donc pas ? Mais où avez-vous donc l'esprit ? Tout cela est pourtant clair : ou l'Armée blanche, je veux dire l'Armée française, s'installera définitivement sur le Rhin, ou c'est l'Armée rouge qui y viendra, et qui, de là, menacera Paris. A l'heure présente de l'histoire du monde, la question du Rhin est vraiment capitale : c'est le sort de la civilisation qui va s'y décider. La civilisation traditionnelle, dont la France, par son armée, est actuellement la gardienne et le rempart, triomphera, en effet, sur le Rhin, ou nous aurons la Révolution — cette Révolution dont l'organe historique de réalisation est aujourd'hui cette coalition germano-russe amorcée par le traité de Rapallo et en voie de consolidation croissante, et dont nous voyons les « épouvantables » effets dans cette « malheureuse » Russie, en proie à de nouveaux « Barbares » auprès desquels Gengis-Khan et Attila ne furent que de la sainte Jean, eux dont la barbarie était comme vierge et non ce composé horrible de sauvagerie primitive et de science raffinée qu'est ce *satane* bolchevisme où se marient affreusement l'esprit tartare et le *scientisme* allemand, Ivan le Terrible et Karl Marx...

*Quos vult perdere, Jupiter dementat.* La bourgeoisie française est acculée aux résolutions supérieures ; elle n'a plus le choix, elle sera amenée, en effet, ou à *exproprier* la bourgeoisie allemande, ou à s'unir à elle pour exploiter à fond le prolétariat allemand, et, en écrasant celui-ci, à tuer dans l'œuf cette coalition germano-russe, épouvantail de ses nuits inquiètes ; mais, dans le premier cas, non seulement elle crée un fâcheux précédent, dont la Révolution pourra s'autoriser, mais elle risque de précipiter tout le peuple allemand — bourgeoisie comprise — dans les bras de Lénine ; et, dans ce second cas, c'est la révolte certaine du prolétariat allemand, c'est l'Armée rouge venant au secours de l'Allemagne prolétarienne écrasée et réduite en esclavage, et c'est le choc, sur le Rhin, de la contre-révolution et de la révolution, — choc décisif, capital, dont l'issue sera la défaite de la civilisation bourgeoise ou l'écrasement, pour de longues années, du prolétariat révolutionnaire.

Dans la *Guerre et la Paix*, Proudhon, après avoir imaginé comment pourrait se résoudre le séculaire conflit entre la France et l'Angleterre, écrit ceci : « Nous avons cité les paroles des auteurs : pour réduire un ennemi opiniâtre et toujours renaissant, tous les moyens que fournit la victoire sont licites : la dissolution de l'Etat, le

(1) Cet article a été écrit il y a quelques semaines pour l'*Humanité* qui s'est trouvée, à cause de sa longueur, dans l'impossibilité de le publier en temps voulu. Il ne semblera pas qu'il ait vieilli aux lecteurs du *Bulletin Communiste*. — *Quos vult perdere dementat prius* : adage latin fréquemment répété et qui signifie : *Jupiter frappe d'abord de déraison ceux qu'il a l'intention de perdre*.

partage des territoires, l'enlèvement des colonies, l'expropriation des citoyens. » C'est ainsi que le Tiers-Etat en a usé pendant la Révolution vis-à-vis du clergé et de la noblesse, pourquoi une nation n'en userait-elle pas de même vis-à-vis d'une autre nation ? Et pourquoi, ô sagesse profonde du *Journal des Débats*, si jamais la guerre se rallume entre la bourgeoisie et le prolétariat, et que celui-ci soit le maître, pourquoi le prolétaire n'userait-il pas aussi de la victoire vis-à-vis du bourgeois ? *Patere legem quam ipse docuisti*, vous dirait-il. Et vous répondriez, en baissant la tête : Tu l'as voulu, Dandin. *Merito hoc patimur*. Et Sorel (1) ajoute : « Les chefs des grands Etats capitalistes ont, dans ce traité de Versailles, fourni aux révolutionnaires les buts redoutables précédents ».

C'est notre première hypothèse, la bourgeoisie ententiste, par le Traité de Versailles, a voulu exproprier la bourgeoisie allemande ; mais il est visible que la bourgeoisie anglaise renâcle de plus en plus à appliquer ce Traité dans sa rigueur et voudrait composer avec la bourgeoisie allemande, cependant que la nôtre, poussée par nos nationalistes, qui pourtant s'affichent les défenseurs intrépides du principe de la propriété individuelle, ne reculerait pas devant une expropriation en masse des bourgeois allemands, selon le mode le plus antique des lois de la guerre, qui accorde au vainqueur tout pouvoir sur le vaincu. Un trouble, un malaise indéfinissable, toutefois, travaillent encore la conscience de nos bourgeois, et au moment de passer à l'acte, ils tremblent, ils hésitent, car ils ont le vague pressentiment que c'est vraiment jouer avec le feu et créer un précédent, en effet, très redoutable. La bourgeoisie anglaise, bourgeoisie plus industrielle et plus moderne, a une notion plus exacte des intérêts bourgeois véritables, que la nôtre, aristocratie financière, qui a une mentalité à la Shylock, et chez qui l'Ancien Régime, comme dit Marx, est le défaut caché de l'Etat moderne, est plus vivant que jamais depuis la guerre, la guerre ayant fait d'elle une créancière que la nécessité rend impitoyable et sourde à tout appel du bon sens et de la raison.

Qui l'emportera dans la conscience troublée et hésitante de nos bourgeois, de l'intérêt de classe ou du prétendu intérêt national. — le premier conseillant de composer avec la bourgeoisie allemande, pour faire front contre le prolétariat révolutionnaire, le second poussant à exploiter à fond la victoire contre l'Allemagne et à traiter celle-ci, selon le droit strict du vainqueur dont Proudhon nous décrit les modalités extrêmes, constituant toutes de si dangereux précédents révolutionnaires ? De toute façon, on peut dire que notre bourgeoisie, entendue ou obstinée, porte de l'eau au moulin de la Révolution ; car, si elle compose avec la bourgeoisie allemande, ce ne pourra être, encore une fois, qu'aux dépens du prolétariat allemand, qui sera acculé à la révolte, et que la Russie des Soviets ne laissera pas écraser ; et, si elle ne compose pas, c'est la bourgeoisie allemande elle-même qui sera tentée de se retourner du côté de Moscou, et c'est toujours l'inévitable coalition germano-russe.

*Fata et momentum trahunt*. La guerre a précipité à une allure endiablée ce processus révolutionnaire. Le monde tremble sur ses bases — et le dilemme implacable : Guerre ou Révolution, se précise chaque jour davantage. Et voici de nouveau le prolétariat français au carrefour. Va-t-il encore une fois écouter notre bourgeoisie, et, crai-

gnant d'être accusé de trahison, faire cause commune avec elle ? Il a le choix, en fait de trahison entre la trahison dite nationale et la trahison révolutionnaire. D'ailleurs, trahir la France ? Mais quelle France ? La France bourgeoise règne, et elle n'a, parmi nos socialistes à la manque et nos révolutionnaires formulistes, qui n'ont pas, paraît-il, du sang de moujick dans les veines, encore que trop d'alliés ; mais la vraie France, la France vraiment éternelle, la France révolutionnaire, et non celle du Bloc National de Poincaré et des dissidents et résistants de tout acabit, ne sera pas trahie, mais délivrée par l'alliance de notre prolétariat avec le prolétariat germano-russe, chargé par l'Histoire de réaliser enfin cette Révolution européenne que Proudhon appelait de tous ses vœux et dont Marx a dit qu'elle éclaterait au chant retentissant du coq gaulois. Et qui donc peut encore croire qu'il s'agit, en l'espèce, de défense nationale ? Il ne s'agit que de défense bourgeoise ou de défense prolétarienne ; la chose est désormais d'une clarté aveuglante, impérieuse ; des révolutionnaires, en 1914, pouvaient encore être abusés ; en 1923, ils ne pourraient être que des dupes volontaires. Et si la folie et l'utopie nationaliste de notre bourgeoisie aux abois veut une grande bataille sur le Rhin entre la Contre-Révolution et la Révolution, il faut espérer qu'elle n'aura pas à ses côtés, contre nos frères de Russie et d'Allemagne, un seul prolétaire français.

Edouard DARVILLE.

## L'état présent de notre presse

Les résolutions votées lors du Congrès de Paris au sujet de la presse communiste n'ont pas été publiées jusqu'ici et il convient de le faire avant de procéder à l'exposé d'ensemble de la situation de cette presse.

Le Congrès décide le maintien de la *Voix Paysanne* et charge le Conseil d'administration de prendre toutes mesures utiles à la fusion avec les hebdomadaires fédéraux.

Il donne également mandat à la rédaction du *Bulletin de la Presse Communiste* de publier cet organe de façon qu'il soit à la disposition des fédérations le mardi matin au plus tard.

Le Congrès décide la mise en vigueur, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1923, d'une organisation d'ensemble de la propagande orale en province. Il donne mandat au Comité directeur de prendre toutes les mesures nécessaires dans ce but. Les nouveaux délégués permanents, désignés par le Comité directeur, le seront sur proposition des interfédérations.

Les dépenses nécessitées par la propagande en province pourront atteindre le total de trois cent mille francs.

Le Congrès donne mandat au Comité directeur et au Conseil d'administration de la Presse de mettre immédiatement à l'étude, sur la base des suggestions de l'Internationale, les services de rédaction de la Presse communiste.

Le Congrès, constatant que les questions relatives à la situation financière du Parti, de l'Humanité, de la Presse de province, sont liées ; donne

(1) Introduction à l'Economie moderne, 2<sup>e</sup> édition, Avertissement, p. VII, en note.)



mandat au Comité directeur et au Conseil d'administration de l'*Humanité* de désigner une Commission financière composée du trésorier ou du secrétaire administratif du Parti Communiste, de l'administrateur de l'*Humanité*, et d'autres camarades de Paris ou de province, compétents en matière de presse et d'administration.

Aucun organe communiste ne sera reconnu comme tel si sa création n'a pas été autorisée au préalable par le Parti, sur avis conforme de la Commission financière, exprimé par écrit.

Cette Commission devra présenter au Parti :

— Un plan d'ensemble financier comprenant la gestion du Parti et de sa presse, depuis le Congrès jusqu'à celui à venir ;

— Proposer au Parti toutes mesures tendant à mettre plus d'ordre et de méthode dans notre Presse ;

— Préparer le lancement de l'édition province de l'*Humanité* et étudier la possibilité d'éditions régionales ;

— Régler, du point de vue financier et juridique, la situation de la Maison du Parti.

Quelle est donc *grosso modo* la situation de notre presse en province ?

Il y a trois quotidiens :

La *Dépêche de l'Aube*, die *Neue Welt* (de langue allemande), à Strasbourg, et la *Volks-tribune*, à Metz.

En second lieu, la *Voix Paysanne* publie huit éditions régionales qui sont les suivantes :

1° *Aube sociale* (Seine-et-Oise) ;

2° *Seméur* (Seine-et-Marne) ;

3° *Etincelle* (Vosges, Ardennes) ;

4° *Travailleur du Nord-Est* (Oise, Marne, Aisne) ;

5° *Ordre communiste* (Ariège, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Tarn-et-Garonne) ;

6° *Ordre communiste* (Hérault, Tarn, Aude, Pyrénées-Orientales) ;

7° *Travail* (Gironde, Landes, Basses-Pyrénées) ;

8° *Travailleur* (Lot-et-Garonne).

Comme on le voit, toute la France du Sud-Ouest est desservie par des éditions de la *Voix Paysanne*.

Il y a enfin 22 journaux hebdomadaires en province ; la majorité d'entre eux ont une vie très difficile, et ce, pour les raisons suivantes :

1° Tous ont été créés sans capital de roulement. La naissance de chacun d'eux s'est faite dans les conditions suivantes : on a réuni généralement 3 ou 400 abonnements, c'est-à-dire environ 3 à 4.000 francs, avec quoi l'on a pu payer les 10 ou 12 premiers numéros. Le journal entre alors dans la période des difficultés, parce que l'argent récolté et dépensé ainsi est dû aux premiers souscripteurs sous forme d'abonnements ; les nouveaux abonnements montent très lentement ou même ne montent plus du tout vers le chiffre de

1.500 qui est nécessaire pour obtenir un équilibre financier relatif ;

2° La plupart de ces journaux furent créés pour une seule fédération. Or, un hebdomadaire de cette sorte ne peut pas obtenir dans un seul département les 1.500 abonnés qui lui sont indispensables pour vivre, la vente au numéro ne laissant pas de bénéfice ;

3° La plupart de ces journaux, également, ne pouvant payer aucun rédacteur, si faiblement que ce soit, sont rédigés par des camarades accablés par leurs occupations professionnelles ; ils sont peu vivants et ont l'aspect d'un bulletin purement politique qui ne peut lutter comme intérêt contre la presse locale bourgeoise, mieux rédigée.

L'exposé ci-dessus indique la marche à suivre et le rôle que, dans ce sens, devra jouer le Conseil d'administration de la presse communiste, éclairé par sa Commission financière.

La *Voix Paysanne* à édition régionale ne saurait, quant à présent, être imposée comme la formule unique : là où existe un journal régional ayant coûté souvent aux camarades des mois de sacrifices, mais ce que la Commission financière a, dès le Congrès de Paris, voulu empêcher, c'est la création inconsidérée de nouveaux journaux dans les conditions déplorable dont il est parlé ci-dessus.

Mais, que faire pour les hebdomadaires existant ? Evidemment, la Commission financière devra examiner la situation de chacun d'eux et, comme on s'y est déjà efforcé tout au cours de l'année dernière, amener les journaux départementaux à fusionner pour deux ou trois départements, condition *sine qua non* de leur futur équilibre pécuniaire.

Il faut suivre cette politique avec la plus grande fermeté, si l'on ne veut pas voir à nouveau ces journaux épuiser leurs fédérations au lieu de les affermir. Le Parti, en effet, ne pourra les aider ; ses subsides on l'a vu plus haut en lisant la Résolution du Congrès de Paris) doivent être réservés pour la propagande orale.

Le communisme ne peut encore régenter que sa propre presse ; c'est la seule production qu'il assume jusqu'ici. Il doit en éliminer les erreurs qu'entraîne le particularisme, y faire régner « l'ordre communiste ».

L'Administrateur de l'*Humanité*.

IL FAUT LIRE :

## ET SADOUL ?

par PAUL VAILLANT-COUTURIER

Une brochure, 24 pages..... 0 40

En vente à la librairie de l'« Humanité ».

# Louise Michel toujours vivante

Les morts ne sont réellement morts que lorsque leur souvenir est perdu dans le souvenir des hommes, lorsqu'il ne reste plus rien nulle part ni d'eux-mêmes, ni de leur pensée. La seule survivance des êtres, leur seule immortalité sont liées à la durée de la race à la surface de la Terre. Parmi des milliards et des milliards d'humains retournés à la matière originelle, quelques-uns seulement sont encore les nourrisseurs ou les compagnons de notre pensée. Une force créatrice était en eux plus forte que leur éphémère enveloppe mortelle, et cette force mystérieuse, sans rien perdre d'elle-même, irradie le monde.

Louise Michel est de celles qui sont destinées à la survivance, à la durée dans la mémoire des hommes. Tant que la flamme révolutionnaire brûlera dans la conscience humaine, elle s'alimentera dans le souvenir toujours présent de cette femme en qui s'incarnèrent, en un moment particulièrement tragique de l'histoire des révolutions, toutes les vertus de la Révolution.

Comment commémorer mieux l'anniversaire de sa mort, survenue à Marseille, en janvier 1905, que d'aller la chercher, l'écouter, l'interroger là où elle est toujours vivante, dans les livres qu'elle a écrits, dans ce livre de la *Commune* ?

Elle a écrit ce livre vingt-cinq ans après. La préface porte la date de mai 1898. Il semble, en lisant ces pages saccadées, heurtées, fiévreuses, toutes palpitantes de cette ardeur entraînée que ne connaissent que ceux qui ont vécu de tels événements, qu'on soit réellement, avec Louise Michel, dans le Paris de la fin de l'Empire, de la guerre et de la Commune qu'elle a véritablement animé de son infatigable énergie.

A l'enterrement de Victor Noir, aux « affaires » de la Villette du 4 septembre, du 31 octobre, du 22 janvier, enfin du 18 mars aux journées sanglantes de mai, elle est là, toujours présente, surgissant toujours là où elle doit être, simple, oubliée d'elle-même et sublime sans s'en douter.

En 1897, la *Revue Blanche* fit une enquête sur la *Commune*. Elle adressa un questionnaire à des publicistes, à d'anciens membres de la Commune, à d'anciens officiers de l'armée de Versailles (!), à d'autres personnes mêlées aux événements, ou qui, restées neutres, en ont vu de près les péripéties : « Quel a été votre rôle du 8 mars à la fin de mai 1871 ? », etc...

« Vous me demandez, cher camarade, répondit Louise Michel, quel a été mon rôle du 18 mars à la fin de mai 1871 ? Je suis partie avec les compagnies de marche de la Commune dès la première sortie. Je faisais partie du bataillon de Montmartre, et je me suis battue dans les rangs comme un soldat. J'ai pensé qu'en conscience c'était ce qu'il y avait de plus utile à faire... »

Et dans son livre sur la Commune (page 189), elle dit ceci :

« J'étais souvent avec les ambulancières, venues nous retrouver au fort d'Issy, mais plus souvent encore avec mes camarades des compagnies de marche. La note de l'*Officiel* de la Commune, à propos des Moulinaux, du 3 avril (numéro du 10 avril 1871) était exacte : dans les rangs du 61<sup>e</sup> bataillon combattait une femme énergique ; elle a tué plusieurs gendarmes et gardiens de la paix. »

C'est qu'il arrive un moment où il faut passer des idées aux actes, où la Révolution doit être défendue, non plus seulement par la parole ou par la plume, mais où l'on est tenu, quand on l'a défendue par la parole ou par la plume, de la défendre aussi par les armes.

Il arrive un moment où l'on s'aperçoit que le pacifisme, l'antimilitarisme ne se suffisent pas à eux-mêmes, où l'on s'aperçoit qu'ils sont des fins lointaines dans l'horrible société que nous subissons et qu'il faut utiliser les moyens pour les fins.

Louise Michel a traversé des moments comme ceux-là, et elle a été fidèle à elle-même, elle a été logique, avec elle-même.

Qu'on relise la quatrième partie de *La Commune*, « l'Hécatombe », le récit effroyable de l'égorgeage et du martyre des communards — dont Louise Michel évalue les cadavres à cent mille — qu'on la suive aux prisons de Versailles, aux bastions de Satory ; qu'on l'accompagne aux conseils de guerre, sur le plateau des poteaux d'exécution et sur les pontons de déportation, et l'on verra ce que valent, en face d'une bourgeoisie féroce jusqu'à la torture, les théories humanitaires et toute l'idéologie pacifiste, et l'on comprendra comment le désarmement peut être une arme à deux tranchants.

Et c'est une femme qui nous dit ces choses, c'est une femme dont la bonté, la tendresse, la générosité ont touché les foules de reconnaissance et d'admiration ; c'est une femme dont l'amour filial est allé jusqu'au don d'elle-même ; c'est enfin une femme de chez nous, une Française, et non pas quelqu'un de ces « bolcheviks sanguinaires ».

C'est bien à dessein qu'elle a publié en appendice de *La Commune* le Manifeste des proscrits de Londres, écrit en 1874 : *Pourquoi nous sommes communistes... Pourquoi nous voulons la dictature du prolétariat*. « La dictature du prolétariat devra être établie et maintenue jusqu'à ce que, dans le monde affranchi, il n'y ait plus que des citoyens égaux de la société nouvelle. »

Et une angoisse nous est venue, aussi, en relisant ce livre, car il est un document historique d'une valeur précieuse à l'heure présente. Avons-nous donc piétiné ? N'avons-nous donc rien gagné depuis ces événements, depuis le Manifeste des proscrits de Londres, qu'il faille répéter ces choses comme si jamais elles n'avaient été dites, qu'il faille tant de peine et de prudence pour les faire comprendre, pour les faire accepter, malgré la terrible leçon d'une guerre auprès de laquelle la guerre soufferte par Louise Michel n'est qu'une guerre d'enfants, malgré la magnifique et prodigieuse leçon de la Révolution russe ?

Avons-nous donc oublié l'écrasement de la Commune de Paris ? Mais c'est encore Louise Michel qui nous rassure et qui nous reconforte :

« Minute par minute, le vieux monde s'enlise davantage ; l'éclosion de l'ère nouvelle est imminente et fatale... Dans les lointains de l'horizon, les événements s'annoncent de la même manière, avec cette différence qu'alors, surtout la France s'éveillait, et qu'aujourd'hui, c'est le monde. »

Louise BODIN.



# Chronique Internationale

## ALLEMAGNE

### Qui souffre de la chute du mark ?

La dégringolade du mark continue. Ce qui la rend particulièrement inquiétante, c'est le rythme toujours accéléré dans lequel elle se produit: Le dollar a mis huit ans pour monter de 4,2 à 10.000 marks. Cinq jours ont suffi pour le faire monter de 10.000 à 20.000, puis six jours pour qu'il bondisse de 20.000 à 30.000, trois jours enfin pour qu'il atteigne le cours de 40.000 marks. Cette chute du mark a évidemment causé les plus grandes perturbations dans la vie économique. Mais celles-ci ont eu les répercussions les plus différentes, selon qu'elles se sont produites chez les capitalistes ou chez les ouvriers.

En ce qui concerne les capitalistes, voici une statistique comparée des moyennes établies pour les actions, le 5 janvier et le 2 février 1923, par la *Frankfurter Zeitung*, moyennes établies par rapport aux cours d'avant-guerre :

Le 5 janvier, l'ensemble des actions atteignait une moyenne de 376.685 marks ; le 2 février, cette moyenne était de 1.276.315 marks.

Par contre, le dollar valait à ces deux dates, respectivement, 8.150 et 42.000 marks.

Les actions ont donc augmenté environ dans la proportion de 1 à 4, tandis que le mark a baissé dans la proportion de 1 à 5.

Remarquons que les actions dont il s'agit ici ne comprennent pas les valeurs internationales ; pour cette dernière catégorie, la moyenne établie le 5 janvier et le 2 février saute de 179.200 à 1.149.000. Ici, la valeur des actions a donc monté dans la proportion de 1 à 7, c'est-à-dire que leur hausse a plus que rattrapé la baisse du mark.

Mais, même si on ne tient compte que des actions qui n'ont pas atteint des cours proportionnés ou même supérieurs à la hausse du mark, les chiffres ne donnent qu'une image tronquée de la vérité. En effet, pour acheter des actions, il faut avoir des fonds disponibles. Or, malgré l'extraordinaire inflation de ces jours derniers, bien rares sont ceux dont c'est le cas. D'autre part, le pouvoir d'achat chez le grand public a considérablement baissé. Quoi qu'il en soit, les capitalistes savent fort bien que l'état de choses actuel ne durera pas et que, quelles que soient les constellations momentanées du marché de la Bourse, leurs entreprises industrielles gardent leur valeur réelle. Le charbon restera toujours du charbon, c'est-à-dire une marchandise dont on ne peut se passer et qui se vend aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Personne n'ignore non plus que tous les industriels ont eu soin de se munir à temps de monnaie étrangère, afin de pouvoir faire face à la baisse du mark.

Si l'on admet que les capitalistes, du moins en ce qui concerne la valeur de certaines de leurs actions, n'aient pas profité directement de la baisse du mark, il n'en reste pas moins vrai que les pertes qu'ils peuvent avoir subies de ce fait sont bien minimes à côté des privations que les ouvriers doivent s'imposer.

Un ouvrier allemand qui gagnait par semaine

une valeur (en marks) équivalent à 4 ou 5 dollars, ne gagne plus aujourd'hui qu'un dollar. Admettons, pour mettre les choses au pire, qu'un grand industriel, qui avait, avant la crise, une fortune équivalente à 100.000 dollars, la voit réduite à 80.000 dollars, il n'aura toujours perdu qu'un cinquième de sa fortune, et *momentanément* seulement. L'ouvrier, par contre, aura vu baisser son salaire de quatre cinquièmes.

Pour finir, parlons des gros propriétaires terriens :

Dix quintaux de froment coûtaient, le 8 janvier, 351.000 marks ; le 30 janvier, ils coûtaient 1 million 60.000 marks ; le seigle, qui coûtait, le 8 janvier, 328.000 marks, valait, le 30 janvier, 960.000 marks ; l'avoine a monté de 300.000 à 760.000 marks.

Là aussi, en comparaison de la baisse formidable du mark, les prix ne paraissent pas exagérés, mais ce sont les ouvriers en tant que consommateurs qui souffrent le plus. L'Agence Havas constate que, depuis le mois de décembre, le prix de la vie a augmenté de 300 %, alors que les salaires n'ont augmenté que dans la proportion de 100 %. Et ces chiffres ne sont pas tout à fait exacts, car ils ne tiennent compte que des marchandises du pays, dont le prix moyen s'est élevé, du 6 janvier au 3 février, de 150.657 à 466.558 marks. Les marchandises importées de l'étranger, telles que thé, café, cacao, etc., ont monté de 222.115 à 986.278 marks, c'est-à-dire de 4 à 500 % (1).

Quant aux gros propriétaires fonciers, ils possèdent, tout comme les grands industriels, des biens qui constituent un placement tout à fait sûr et qui, un jour ou l'autre, récupéreront leur valeur réelle.

C'est pourquoi, lorsqu'industriels et gros propriétaires fonciers, toujours grands patriotes, veulent faire accroire qu'eux aussi souffrent de la misère générale, c'est de la pure hypocrisie. La misère générale, dans l'ordre capitaliste, ne sera jamais que celle du peuple. Il y aura toujours une minorité qui en sera exempte et qui, le moment venu, saura en profiter.

Alix GUILLAIN.

## ITALIE

### Mœurs fascistes

La vie de l'Italie est, dans tous les domaines, absolument dominée par le fascisme, qui prétend être un facteur de régénération.

Le fascisme veut qu'on ne parle de lui qu'avec respect. Après les hésitations perpétuelles des gouvernements démocratiques, il a restitué à l'Etat son caractère sacré. C'est la formule officielle : le régime est de fer.

De fer ? donnons quelques esquisses de ses nouvelles méthodes et de ses résultats.

A Turin, Naples et en d'autres endroits, les

(1) Les moyennes des prix indiqués là sont classées par rapport à une valeur marchande de 100 marks avant la guerre.

gardes royales, force de police de l'Etat, mécontentes de devoir fusionner avec les carabinieri, se sont mutinées, appliquant contre les fascistes des méthodes... purement fascistes. Les journaux de Turin qui ont relaté les faits ont été supprimés.

A Turin même, les gardes royales ont obligé des consommateurs attablés dans les cafés à crier : « A bas Mussolini ! »

L'ordre a été rétabli, c'est entendu. En attendant l'organisation de la milice nationale fasciste, les blouses-noires seront jointes à la police et aux carabinieri, pour assurer le maintien de l'ordre et de la moralité publique.

Seulement, les chemises-noires ont commis elles-mêmes et commettent tant d'excès que le général Del Bono, fasciste zélé chef de la police, désavouant leurs méfaits et ceux de ses propres agents, a décidé que les fascistes ne pourraient désormais pénétrer dans les habitations privées qu'accompagnés de fonctionnaires de l'Etat.

La criminalité sera réprimée sans rémission. A la procédure traditionnelle, les fascistes substituent quelque chose de plus moderne et de plus efficace : le délinquant tombé entre leurs mains doit, s'il tient à l'intégralité de ses membres, faire tout de suite des aveux complets...

Récemment, un rapt d'enfant fut commis à Rome, provoquant une grande émotion. Les fascistes arrêterent plusieurs personnes « suspectes » dont ils obtinrent sans peine des aveux complets. Toutes se reconnaissaient coupables. Mais on n'a pas retrouvé trace de l'enfant.

Les opinions des citoyens doivent être surveillées de près. A Milan, les fascistes ont résolu d'effectuer un recensement politique de la population. Ils en ont chargé leurs amis les propriétaires (la limitation légale des loyers a été abrogée). Chaque propriétaire a reçu un questionnaire concernant les opinions politiques de ses locataires. L'innovation est heureuse.

Les censures de la presse et de la correspondance, pour ne point exister officiellement, n'en sont pas moins vigilantes. Le seul journal communiste paraissant encore en Italie, le *Lavoratore* de Trieste, avait publié sur les mutineries des gardes royales la simple vérité. La police surgit et confisqua les numéros imprimés du journal, qui parut avec une énorme tache blanche. Tel quel, il fit fureur. On se l'arracha. Le lendemain, le préfet de Trieste convoqua le directeur de notre organe pour lui intimer de ne plus laisser de blancs à la place des articles censurés. Nous y mettrons, la fois prochaine, quelque bonne chanson populaire ; mais c'est que nous avons moins d'imagination que les fascistes.

Le fascisme veut tout rajeunir. A commencer par les cadres de fonctionnaires. Aussi y remplace-t-il les anciens par ses créatures. Il veut instituer le régime des compétences. Aussi Mussolini a-t-il « nommé » le député Eduardo Torre, pharmacien de profession, haut commissaire des voles ferrées... Et ce M. Torre, qui annonce volontiers le licenciement des cheminots rouges, ne veut rien dire du déficit des chemins de fer. « Je ferai, déclare-t-il, mes pronostics à la fin de l'exercice. » Admiration générale.

Que dire des nouveaux principes de droit introduits en Italie ? Une amnistie a été promulguée, pour tous les crimes et délits inspirés par le zèle nationaliste. De cette façon les rares fascistes que l'assassinat ou l'incendie avaient conduits en prison en sont sortis : ils continuent. Les ouvriers qui ont osé se défendre contre les incendiaires et les assassins en blouse noire restent en prison.

Les imprimeries de nos journaux ont été systé-

matiquement saccagées. Les fascistes sont revenus dans l'une d'elles chaque fois qu'ils ont eu besoin de quelque chose. Ils en ont emporté toutes les machines à écrire. Il est vrai qu'on nous a laissé les clefs de nos locaux. Mais pour en sauver notre matériel nous devons le... voler, nuitamment. C'est le mot que m'a dit un camarade. « Nous avons réussi à... nous voler nous-même une seconde machine à composer ! » m'a-t-il joyeusement annoncé.

A Rome les fascistes ont mis le feu à notre librairie. Nous étions assurés contre les risques de troubles. Mais la société d'assurance nous a informés qu'elle ne nous considérait pas comme victimes de troubles, mais comme objet d'une action révolutionnaire. Le distinguo est spécieux mais nous perdrons certainement notre procès...

Les mœurs de l'Italie nouvelle ne manquent pas d'intérêt...

A. BORDIGA.

## ROUMANIE

### Le réveil syndical

En juin 1922 avait siégé à Sibiu (Hermannstadt) un grand Congrès syndical. Les plaies du prolétariat étaient encore saignantes. La terreur blanche empêchait de nombreux syndicats de se faire représenter. Aussi les social-démocrates étaient-ils en majorité. Quatre militants d'opposition entrèrent pourtant à la Commission Nationale, qui ne devait être convoquée que périodiquement. Dans l'intervalle, tout le pouvoir restait à l'Exécutif, exclusivement composé de social-démocrates, qui en usèrent et en abusèrent. Seule, la Fédération des Jeunesses, reçue à contre-cœur au sein de la C. G. T., avait et a encore un Comité directeur sympathisant avec le communisme. Tous les autres syndicats se trouvent sous la férule des bureaucrates social-démocrates.

Dans ces conditions, la C. N. était un organe absolument impuissant. Afin de parer aux inconvénients de cette situation et de faire valoir la volonté des masses, les fédérations syndicales de plusieurs villes (Bucarest, Jassy, etc.) constituaient des organes spéciaux dont elles confiaient la direction à des éléments de gauche. L'activité et le progrès de ceux-ci encouragèrent les comités régionaux à suivre leur exemple. Et, en fin d'année, deux conférences régionales se réunissaient : celle de Moldavie-Bessarabie, à Jassy, les 22 et 23 octobre, et celle du Banat, à Temesvar, les 26 et 27 novembre.

A la conférence de Jassy prirent part les syndicats et les Jeunesses socialistes de Jassy, Piatra, Neami, Roman, Galatz et Balisi. Les organisations de ces régions sont encore peu développées. Jassy compte 1.600 syndiqués, soit le tiers des salariés qu'on y trouve. A Piatra et Neami, il n'y a que 300 syndiqués sur 6.000 ouvriers. A Galatz, les syndiqués sont 1.446 contre 7.000 avant la grève générale. A Kichinev, il y a 10.000 prolétaires et pas d'organisation syndicale.

La conférence condamna la complète inaction de la C. N. en Bessarabie ; l'organe syndical est devenu un organe social-démocrate. Les syndicats de Jassy ont créé un organe régional. Le Comité régional a reçu le mandat de s'occuper activement de l'organisation du prolétariat bessarabien. Une résolution a été prise en faveur du front unique, malgré la résistance des délégués social-démocrates.

Le centre industriel de la Roumanie, le Banat, vient de se réveiller. Les rapports présentés à la

conférence fixent à 20.000 le nombre des syndiqués cotisant régulièrement. Au cours des deux derniers mois, il y a eu 2.000 adhésions nouvelles aux syndicats. Les ouvriers gagnent en moyenne 415 leis par semaine. Certaines catégories sont mieux payées. Les métallurgistes gagnent 880 l., les verriers 780 et les travailleurs du bois 802 leis. Le patronat prépare une offensive pour réduire les salaires et imposer le travail à la tâche.

La conférence s'éleva contre le despotisme militaire dans les usines Astra à Arad et contre la militarisation d'autres industries. Elle exigea la mise en liberté des militants emprisonnés et protesta contre la suppression du journal communiste *Vilagossag*.

Les syndicats du Banat s'attaquèrent vivement au journal ouvrier de Temeszvar, dirigé par la social-démocratie. La conférence exigea du P. S. le renvoi d'un rédacteur et la remise d'une partie du journal à la rédaction d'un camarade de la gauche.

Quant au front unique, la conférence se prononça, par 11.085 voix contre 8.038, pour sa réalisation immédiate, et envisagea la convocation prochaine d'un Congrès national au cas où la C. N. s'y opposerait.

En ce qui concerne le Congrès de la paix de La Haye, la conférence approuva une résolution déclarant absolument insuffisante la manifestation projetée, parce que ne devant pas grouper toutes les organisations de classe du prolétariat. La résolution de Temeszvar conclut à l'ajournement nécessaire du Congrès de La Haye, en vue d'y réaliser le front unique de l'ensemble du prolétariat international en y invitant aussi l'I. C. et l'I. S. R.

Dans la question des caisses de maladie, la conférence décida d'inviter les ouvriers à refuser d'y payer leurs cotisations aussi longtemps que le gouvernement n'accordera pas une autonomie complète à ces institutions ouvrières. A cette occasion, il convient de rappeler que cette question d'autonomie des caisses de maladie fut une des choses principales de la grève générale d'octobre 1920.

L'élection de notre camarade Gruia au nouveau comité régional porta à son comble la mauvaise humeur des social-démocrates. Ils menacèrent de scinder le mouvement. Afin d'éviter la scission, la gauche retira trois de ses candidats ; elle garde néanmoins la majorité au comité. Il n'est pas improbable que les social-démocrates, forts de l'appui du gouvernement qui dissout invariablement les syndicats rouges, fassent la scission.

Car les bonzes social-démocrates et syndicaux ne se contentent plus de dénoncer les communistes à la police ; ils semblent aussi résolus à détruire tout mouvement syndical qui ne se soumettrait pas aveuglément à leur direction. Le 17 décembre dernier, ils adressaient, par la voie de leur organe *Lumea Nova*, à la Commission Nationale des syndicats, toute une série de questions, dont l'ensemble constituait un ultimatum.

Pour « sauver » l'autonomie syndicale dont ils se déclarent les fervents défenseurs, les chefs social-démocrates demandent qu'à l'avenir la Commission Syndicale Nationale soit exclusivement composée de membres de la majorité. Mais que diront-ils, si au prochain Congrès ce sont eux qui restent en minorité ?

Pour le moment, la social-démocratie roumaine ne dispose plus que d'une citadelle encore intacte : la Bukovine, que nos militants n'ont pas encore réellement assaillie. Car, en Bukovine aussi, la

social-démocratie est gangrenée. Un vigoureux coup d'épaules communiste la jettera bas avant peu.

A. BADULESCU.

## AMERIQUE

### Vers la fusion des syndicats du rail

La Conférence nationale d'amalgamation — c'est-à-dire de fusion et d'union — des cheminots américains a été un beau succès. Les 9 et 10 décembre, 425 délégués de tous les métiers, de tous les groupements du rail, des quatre Fraternelles, venus de tous les points des Etats-Unis, se réunissaient pour étudier le problème de la fusion. A l'unanimité, ils en adoptaient le principe. Créant ensuite un Comité de Cent membres, ils préparaient une vaste campagne pour la fusion. Nous pouvons dire que désormais celle-ci — le rêve d'une génération de militants — est prochaine.

La Conférence a travaillé parmi de nombreuses difficultés. Les ouvriers des ateliers de chemins de fer sont encore en grève, au moment où j'écris, sur la moitié des lignes américaines. La situation financière des Unions (syndicats) est extrêmement précaire. Si toutes avaient pu envoyer des délégués à Chicago, nous en eussions vu 2.000 et non 425, tant le désir d'unité est grand parmi les travailleurs des chemins de fer.

Un autre obstacle résultait de l'opposition de certains fonctionnaires de l'Association Internationale des Mécaniciens et de la Fraternelle des Mécaniciens de Locomotives, qui firent une contre-propagande. Le nombreux membres de la Fraternelle avaient pourtant assuré le Congrès de toute leur entière sympathie.

Le sentiment général de la Conférence fut très nettement pour l'amalgamation complète. Les partisans de fusions partielles — celles d'Unions voisines — furent annihilés. L'unanimité des présents reconnut telle la puissance des Compagnies agressives et solidement organisées que les ouvriers ne peuvent espérer leur résister que grâce à une solidarité sans réserves. Des fédérations et des ententes entre groupements ne suffiraient point : une connexion organique s'impose. Conducteurs, mécaniciens, chauffeurs, convoyeurs, gardes-voies, ouvriers des ateliers, employés, convenaient qu'ils ne doivent former que des sections d'un syndicat unique. Depuis la grève des ouvriers d'ateliers, l'opinion générale est que les syndicats de métiers ont fait leur temps. L'heure de la syndicalisation industrielle a sonné.

Autre fait digne de remarque : aucun sentiment « dualiste » ne se fit sentir, nous voulons dire aucune tendance à opposer aux anciennes une nouvelle organisation. Il y a deux ans les éléments avancés du mouvement l'eussent unanimement désirée. Personne ne préconisa la sortie des anciennes organisations. Ceci ne signifie rien moins qu'un progrès révolutionnaire, acquis, au moment où les membres des unions, démoralisés, ont une tendance à s'en écarter. La Conférence résolut d'attirer leur attention sur l'urgente nécessité du fusionnement.

La Conférence évitant les causes de désordre, s'en tint strictement à la question de l'amalgamation. Mais la grève des ateliers occupait tous les esprits. Il fut décidé à l'unanimité de la soutenir de toutes manières. — Une autre résolution, connue sous le nom de *motion de Chicago*, préconise l'unification et l'industrialisation de toutes les branches du mouvement syndical. — Une troisième proteste

contre la non-discussion de ce problème vital dans la presse syndicale.

Les 95 % des délégués étaient américains-nés : ils décidèrent de considérer comme l'un de leurs principaux devoirs d'initier aux principes de l'organisation industrielle les travailleurs d'origine étrangère. Naguère encore les ouvriers américains-nés étaient précisément réfractaires à ces principes, du moins les éléments radicaux l'ont soutenu.

Quelle sera la place des mécaniciens et ouvriers des métaux dans le futur syndicat unique ? Les chefs des unions de métaux sont actuellement hostiles à l'amalgamation des cheminots parce qu'ils soutiennent qu'elle détachera les mécaniciens des unions de métaux, au grand préjudice du mouvement ouvrier. La conférence a fait tomber cette objection en se prononçant pour l'affiliation double — à la fédération des métaux et à celle du rail — des groupements intéressés.

La Conférence, comprenant l'étroite connexion des industries des métaux et du rail, a autorisé la réunion d'une sous-conférence des métallurgistes, afin de créer un mouvement d'amalgamation dans l'industrie des métaux. Celle-ci s'est tenue le soir du premier jour (19 décembre), réunissant une centaine de cheminots-métallurgistes, qui ont constitué un Comité Provisoire pour le fusionnement des Unions de métaux. Par les soins de ce comité, la campagne qui a eu un plein succès chez les cheminots sera faite chez les métallurgistes.

La Conférence de Chicago a changé la dénomination du *Comité National pour l'Amalgamation des Seize organisations principales du Rail* en celle de *Comité International pour l'Amalgamation de l'Industrie du Rail*. Ce comité est composé de 100 membres dont 65 ont été nommés ou élus sur place, les autres devant être choisis par les militants zélés de l'amalgamation qui n'ont pu venir à Chicago.

Un plan d'action général a été dressé. Il s'agit maintenant de préparer et d'organiser le Congrès d'unification de tous les cheminots des Etats-Unis. Dans l'histoire du trade-unionisme américain ce Congrès marquera la fin d'une époque.

W. Z. FOSTER.

## INDES

### L'organisation ouvrière aux Indes

La grandeur de l'unité géographique qui constitue l'Inde, l'immensité de sa population, — comprenant un cinquième de la totalité de la race humaine, — la richesse extrême de ses ressources naturelles et, enfin, son assujettissement à l'Empire britannique, tous ces éléments réunis font que l'Inde représente un facteur économique mondial d'une importance prééminente. Sous peu, au moment où le conflit mondial, s'aggravant chaque jour, aura atteint son maximum d'intensité et son maximum d'étendue de bataille, le problème de l'organisation du prolétariat industriel de l'Inde émergera comme le problème capital dans toute la situation internationale.

Lorsqu'on étudie l'organisation ouvrière contemporaine dans l'Inde, il faut s'attacher à trois facteurs fondamentaux qui ont déterminé et continueront pendant quelque temps encore à déterminer le caractère de la réaction du prolétariat indien, à la pression croissante du capitalisme. D'abord, l'organisation verticale de la société indienne en castes retient encore une part considérable de son ancienne influence sur la mentalité des ou-

vriers et tend à combattre la conception d'une division horizontale nette de la société entre, d'une part, les classes exploitées et, d'autre part, les classes exploitantes. Il convient d'ajouter à ceci un nouvel élément de confusion que constituent les différences de religion. Ainsi, on a vu les membres brahmanes d'un syndicat faire opposition à ses membres musulmans pour des motifs religieux.

En second lieu, la proportion illettrée de la population indienne est très grande. Ce fait est dû, en grande partie, à la politique systématique du gouvernement britannique. Il n'y a que 3 % de la population capable de lire et d'écrire. Naturellement, ces trois pour cent sont constitués exclusivement par la bourgeoisie indienne. Ainsi, le travail de propagande parmi les travailleurs procède par des voies bien laborieuses et tortueuses, par la parole seule. La littérature imprimée n'est d'aucune utilité, puisque dans les rangs prolétaires il n'y a pas de lecteurs. Toutefois, pour la formation de propagandistes et pour le processus nécessaire de la démoralisation de la bourgeoisie lettrée, la propagande écrite a la même valeur et la même efficacité dans l'Inde, actuellement, que dans les pays d'Occident.

Un autre effet de l'ignorance complète du prolétariat indien est que la direction du mouvement ouvrier croissant dans l'Inde se trouve presque entièrement entre les mains des intellectuels avancés, comme il en fut en Russie au temps des socialistes-révolutionnaires et des social-démocrates. Les présidents, secrétaires et Comités Exécutifs de tous les syndicats, autrement dit, les militants de la révolte ouvrière, se recrutent dans les rangs des intellectuels. Légistes retirés, instituteurs, politiciens qui se sont « orientés » à gauche, pour employer la terminologie de la politique européenne, se trouvent être aujourd'hui les véritables interprètes du mécontentement et de la révolte prolétarienne qui se dessine lentement, mais sûrement, sur le terrain industriel de l'Inde.

En troisième lieu — et ceci se trouve être la considération de beaucoup la plus importante — le fond économique essentiel, d'organisation prolétarienne consciente, n'existait pas avant une période très récente. La condition indispensable pour la forme même élémentaire, primordiale, d'organisation ouvrière : le syndicat, suppose l'existence d'une classe de salariés complètement privés de la possession de moyens de production. De temps immémoriaux, la seule industrie de l'Inde a été l'agriculture, et 90 % de la population se trouve liée, sous une forme ou sous une autre, à la culture de la terre. Une majorité écrasante de *coolies* (qui travaillent dans les usines) dans les industries indiennes viennent des campagnes, où ils sont petits propriétaires, ajoutant le gain tiré de travail saisonnier dans les fabriques, à leur revenu ordinaire provenant de leur petite exploitation paysanne. C'est ainsi qu'une proportion importante du soi-disant prolétariat industriel, quoique vivant sur une base d'existence réduite au minimum, n'a pas été complètement privée de la propriété de la terre, qui constitue dans l'Inde le moyen le plus important de production. Il s'ensuit que, dans l'Inde, l'abject salariat n'a pu constituer le *stimulus* à l'organisation ouvrière pour une proportion considérable de travailleurs industriels.

Toutefois, il faut rappeler qu'il y a toujours eu de nombreux agriculteurs qui ne possèdent pas de terre et qui ont été attirés aux centres de production industrielle par les salaires plus élevés.

Ils constituent le cœur du prolétariat industriel de l'Inde. Vivant autour des fabriques ou des filatures, dans des taudis sans hygiène, dépensant leurs salaires au cabaret pour oublier, dans une ivresse bruyante, la misère monstrueuse des heures de labeur mécanique, s'enlisant chaque jour davantage entre les tenailles des usuriers, leurs conditions de vie rappellent la misère sordide du prolétariat européen du milieu du dix-neuvième siècle, lorsque l'application de la vapeur à la grande industrie donna naissance à l'infamie monstrueuse de l'industrialisme moderne.

Ces conditions sont encore surpassées par la vie d'une autre catégorie du prolétariat indien. Ce sont les coolies, par excellence, qui travaillent dans les nombreuses plantations de thé et de café, et parmi lesquels se trouvent en grand nombre des femmes et des enfants. Leurs salaires sont dérisoires. Ils vivent dans des marécages fiévreux. Leur principal aliment est un riz grossier que leur vendent, avec bénéfice, les propriétaires des plantations. Leur exploitation atteint un degré de raffinement aussi scientifique qu'inhumain.

On voit ainsi que les forces économiques qui amènent la croissance d'un mouvement ouvrier opèrent, dans l'Inde, sur des étendues toujours plus larges. La guerre et le bouleversement économique mondial consécutif ont donné une impulsion nouvelle aux forces agissantes. Les hauts prix et les bas salaires règnent sur l'Inde et un véritable prolétariat industriel, appauvri et menacé, s'est vu contraint à la nécessité du syndicalisme, comme à un premier pas inconscient vers une révolte prolétarienne organisée contre le capital. Autrement dit, le capitalisme développe dans l'Inde, comme il dut développer en Europe pendant les dernières trois ou quatre décades, sa propre antitoxine dans le corps politique. Le procédé fatal d'action et de réaction dans la pathologie économique du capitalisme réapparaît dans l'Inde d'une façon orthodoxe. Peut-être même l'intensité habituelle de la vie sous les tropiques aura pour effet d'accélérer le processus.

Il y a maintenant, dans l'Inde, plus de 80 syndicats. Mais ce sont ce qu'on pourrait appeler des

organisations *ad hoc*, formées pendant une grève et disparaissant à la suite du conflit industriel qui l'avait occasionnée. Il faut faire exception, toutefois, pour les organisations bien constituées que sont l'Union des Travailleurs de Mer, l'Union des Télégraphes et l'Union des Cheminots. Ces syndicats ont soutenu de grandes grèves. En 1921 — les chiffres plus récents manquent — il y eut, dans l'Inde, 400 grèves, comprenant 523.155 travailleurs. 88 de ces grèves tournèrent complètement à l'avantage des ouvriers et 82 partiellement. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de grève s'étendant à toute l'Inde, mais il y a une tendance visible à une organisation centrale de tous les ouvriers. Dans les grandes capitales provinciales, il y a des fédérations ouvrières centrales, qui relient entre elles les organisations d'une province donnée. Il y a même un organisme national central pour toute l'Inde, appelé le « Trade Union Congress » de toute l'Inde. Cet organisme a tenu ses assises à Bombay et Jharia et les tiendra désormais à Lahore, où l'on discutera des projets pour assurer une coordination plus étroite du travail syndical. Jusqu'à présent, il n'existe pas de parti politique ouvrier. Comme très peu des ouvriers industriels possèdent le droit de vote pour les élections aux Corps législatifs, le temps n'est pas encore venu pour l'action politique. Elle ne peut s'exercer actuellement que sur le terrain industriel. Il est intéressant de noter que le Congrès National de toute l'Inde, qui représente le mouvement nationaliste indien pour la liberté politique, a, dans ses séances récentes à Gaya, inscrit dans son programme l'organisation des ouvriers. Quelques orateurs du Congrès ne craignent pas de dire qu'il ne suffisait pas de libérer politiquement l'Inde, qu'ils ne désiraient pas un simple changement de maîtres, et que les ouvriers devaient être protégés contre l'exploitation capitaliste aussi bien indigène qu'étrangère. Le travail dans l'Inde commence certainement à exercer quelque influence dans les sphères politiques. Avec une organisation meilleure, dans un avenir assez prochain, il pourra aspirer à son tour au pouvoir.

G.-A.-K. LUHANI.

## Le Congrès Communiste Allemand de Leipzig

*Le Parti Communiste allemand est appelé à jouer, dans les circonstances actuelles, un rôle si important que nous croyons utile de reproduire ici un compte rendu détaillé de séances du Congrès qu'il vient de tenir à Leipzig, les 29 janvier et jours suivants.*

*Ainsi que l'a dit le camarade Piek, le Congrès de Leipzig marquera dans l'histoire du prolétariat mondial comme un Rüsttag (un Congrès d'organisation de la défense prolétarienne). L'heure est au Combat, et les camarades allemands s'y préparent avec ardeur.*

*Voici le compte rendu des deux premières journées ; nous donnerons la suite dans notre prochain numéro.*

Le 29 janvier s'est ouvert, à Leipzig, le Congrès du Parti Communiste allemand. La salle, toute décorée de drapeaux rouges et de plantes vertes, retentit pendant quelques instants des accents de l'*Hymne à la Liberté*, souhaitant la bienvenue aux délégués. Le camarade Piek ouvrit alors le Congrès et donna la parole à Clara Zetkin, pour faire un rapport sur la situation politique mondiale.

### Le discours de Clara Zetkin

L'heure où nous nous rassemblons, dit Clara, est sombre et grosse de menaces. Le chef politi-

que du capital français, Poincaré, a occupé militairement la Ruhr. Il y a envoyé des ingénieurs français, belges et italiens pour assurer à la France et à l'Entente le charbon des réparations. Le chef politique du capital allemand, M. Cuno, lance des appels à la résistance passive et au sabotage. Les mêmes cliques capitalistes, le même pouvoir d'Etat, qui n'ont eu jusqu'ici pour les grévistes que des mitrailleuses et des prisons, recommandent aujourd'hui aux masses ouvrières de faire grève. Cela seul devrait suffire à éveiller les soupçons du prolétariat et à lui montrer que ce



ne sont pas ses intérêts qui sont représentés ici. Il sied maj aux Allemands de s'indigner sur des ruptures de traités, eux qui, en 1914, considèrent tous les traités comme des « chiffons de papier » et qui, de leurs bottes de guerre, foulèrent la neutralité de la Belgique. La guerre mondiale fut menée pour le charbon et le fer, qui sont le fondement de la puissance économique et politique. Aujourd'hui, les rôles sont tout simplement intervertis. De même que les Stinnes et les Thyssen avaient lancé la puissance militaire de l'Allemagne sur les bassins de Briey et de Longwy, Poincaré, mené par les barons de l'acier, en France, a lancé ses soldats dans la Ruhr. La situation mondiale actuelle porte en elle les germes d'une guerre de revanche. Mais il ne s'agit pas ici seulement d'une lutte entre l'Allemagne et la France, mais bien d'une nouvelle guerre mondiale beaucoup plus terrible que la précédente et à laquelle nous ne pouvons penser sans frémir. Le prolétariat ne doit pas partager les illusions qu'essayent de susciter en lui les petits bourgeois et les pacifistes afin de l'endormir. Le prolétariat allemand n'a rien à espérer de la bourgeoisie anglaise, pas plus que des Etats-Unis d'Amérique. Eux aussi ont intérêt à ce que l'Allemagne devienne un débouché pour leurs produits. Mais ce que l'Amérique désire surtout et avant tout, c'est que la classe ouvrière allemande, si qualifiée pour le travail, continue à fabriquer, à des prix dérisoires, des produits industriels et se contente d'un quart ou même d'un sixième des salaires réels de l'Amérique ; elle espère pouvoir exercer ainsi une pression sur les salaires de ses ouvriers. C'est pourquoi l'Amérique tient à ce que les réparations soient payées avec le sang et la sueur des ouvriers allemands. Les sanctions seront payées avec la sueur et le sang des ouvriers, des petits employés et des fonctionnaires, car les classes possédantes ont trouvé mille raisons pour se décharger sur eux du fardeau des réparations. L'emprunt forcé qui fut voté dernièrement est une vraie dérision. C'est ainsi que M. Stinnes s'est déclaré prêt à verser 18 milliards, mais à condition d'avoir comme gages les chemins de fer du Reich. Il n'y a pas de différence entre le capitalisme français et le capitalisme allemand. Tous deux sont ennemis nés du prolétariat. Etant donnée cette situation, ce serait un crime que de demander aux ouvriers allemands de fraterniser avec la bourgeoisie allemande.

Il est plaisant de voir la bourgeoisie allemande s'indigner de l'occupation de la Ruhr. Ebert et Noske n'ont-ils pas envoyé, en 1919, leurs bandes armées dans le bassin de la Ruhr, pour étouffer dans le sang ouvrier les débuts de la socialisation et du contrôle de la production ? Et, lors du putsch de Kapp, n'avons-nous pas vu les gardes blanches du général Walter envahir le bassin de la Ruhr et mitrailler les ouvriers qui venaient de sauver la République ? Ce qui se passe en ce moment-ci est l'affaire du prolétariat international, mais avant tout, des prolétariats de France et d'Allemagne. Une grande partie des ouvriers se désolidarisent, hélas encore ! du prolétariat révolutionnaire. Le salut n'est possible que si la classe ouvrière agit en bloc. Il faut avant tout exiger la saisie des valeurs réelles et de l'or. Si le prolétariat s'unit en un seul pouvoir, il pourra effectuer les mesures nécessaires. Il n'y a pas un gouvernement, s'il n'est composé d'ouvriers et n'a à sa disposition des organes du prolétariat révolutionnaire, qui puisse effectuer la saisie des valeurs réelles. Malheureusement, il y a encore des parties du prolétariat, qui restent passives. Nous

sommes de nouveau à deux pas de la guerre. Mais les réformistes font cause commune avec les capitalistes. Ils rompent l'unité du prolétariat national et international. Seules, l'I. C. et l'I. S. R. se sont mises immédiatement du côté du prolétariat, l'incitant à la lutte de classes et lui montrant ses devoirs révolutionnaires. Le seul gouvernement, le seul Etat qui éleva sa voix contre l'occupation de la Ruhr, fut la Russie prolétarienne, le gouvernement des Soviets. Le devoir du Congrès de Leipzig sera de donner au prolétariat la force morale de prendre les mesures politiques qui le mettent en état d'accomplir son devoir. Le combat des masses doit sortir de la volonté des masses. Les Amsterdamois voudraient un prolétariat passif. Moi, je dis comme l'I. S. R. et l'I. C. : « N'attendez pas, attaquez ! »

S'il y a des prolétaires allemands qui désespèrent à cette heure sombre, il suffira de leur montrer l'exemple de la Russie. En Russie, il a été prouvé que la renaissance politique et économique n'est possible que lorsque le prolétariat prend le pouvoir.

(Ici, Clara est interrompue par des applaudissements frénétiques.)

Elle reprend la parole pour remettre aux ouvriers de Leipzig et de Hambourg des drapeaux que la Russie leur envoie par son intermédiaire. Les ouvriers reçoivent les drapeaux au milieu d'acclamations enthousiastes.

Le Congrès adopte alors une résolution du Comité central saluant le prolétariat russe et une autre envoyant ses sympathies au prolétariat français.

(Aux cris de : Vive Lénine ! Vive Trotsky ! Vivent les camarades Russes et Français ! La séance est levée.)

### La seconde journée

Le camarade Piek ouvre la séance. Il lit l'ordre du jour du Congrès :

1. Rapport du Comité Central. Rapport politique. Rapport administratif. Rapport de la commission de revision ;
2. Rapports du 4<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. et du 2<sup>e</sup> Congrès de l'I.S.R. ;
3. Unité de front et Gouvernement Ouvrier ;
4. Activité du Parti dans les conseils municipaux ;
5. Discussion sur les motions proposées ;
6. Election des organismes centraux.

Le camarade Piek salue alors, au nom du Congrès, les camarades venus de l'étranger. Ce sont : pour l'I.C., le camarade Kolarof ; pour l'I.S.R., Reinhardt ; pour la France, Adly ; pour l'Italie, Cobiach ; pour la Tchéco-Slovaquie, Kreibich ; pour la Suisse, Bringolf ; pour le Danemark, Thøgersen ; pour la Suède, Linderodt.

Les Conseils d'usines sont représentés par Grothe, de Berlin ; l'union des ouvriers manuels et intellectuels, par Maslowsky, d'Essen.

### Le discours de Kolarof

Le camarade Kolarof monte à la tribune.

Le Congrès communiste allemand, dit-il, se réunit à un moment d'une extraordinaire importance historique, au moment où le sort de tout le prolétariat européen est en jeu. Sous prétexte de forcer l'Allemagne à payer les réparations, le capital français s'est installé dans la Ruhr. Mais on le sait, les réparations ne sont qu'un prétexte. Les ouvriers allemands auraient en tous cas été obligés de payer. L'occupation de la Ruhr n'a d'autre but que d'assurer l'hégémonie du capital français dans le monde. Le capital français veut mettre la main sur les sources de production alle-



mandes ; l'industrie lourde française veut l'emporter sur Stinnes.

Le capital français et le bloc national ont tout essayé pour faire de l'occupation de la Ruhr, une action nationale. Ils ont essayé d'émouvoir les ouvriers et les paysans, en leur montrant les pays dévastés et le grand déficit dans le budget français. Ils essayent de faire croire aux ouvriers français que si le « Boche » ne paye pas, c'est eux qui paieront. L'opinion publique a été travaillée par tous les moyens : par la presse, par des réunions publiques, enfin par l'arrestation des camarades à la tête du P.C. français. Le P.C. français a compris la situation, et le prolétariat français, qui avait semblé hésiter à un moment, n'est plus aujourd'hui derrière Poincaré, mais sur le terrain de la lutte de classes. De son côté, le capital allemand lui aussi voudrait faire de l'occupation de la Ruhr le prétexte d'une action nationale. Le capital allemand et le gouvernement allemand qui en 1919 et en 1920 ont massacré les héroïques ouvriers du bassin de la Ruhr, ont le toupet d'exciter aujourd'hui les ouvriers allemands contre les ouvriers français. Mais c'est en vain. Les prolétariats allemands et français sont bien décidés à ne plus se laisser mener à la boucherie. Et si le capitalisme des deux côtés du Rhin osait déclarer la guerre, les masses ne suivraient plus. Si au contraire les capitalistes des deux pays en arrivaient à un compromis, les prolétariats français et allemands ne se sentiraient pas moins solidaires, car il s'agirait alors de mener la lutte ensemble contre les exploités communs.

L'union sacrée de 1914 n'est plus possible aujourd'hui, car le prolétariat mondial n'est plus ce qu'il était en 1914. Alors, les social-démocrates de tous pays, faisant l'union sacrée avec le capital, conduisaient les masses ouvrières au massacre ; en 1923, les Partis Communistes de tous les pays sont à la tête du prolétariat, et l'I.C. n'est pas une Internationale d'action.

Un fait surtout marque la différence entre la situation telle qu'elle était en 1914, et telle qu'elle est aujourd'hui : *il existe aujourd'hui au milieu du monde capitaliste, un Etat prolétarien, la Russie des soviets et son Armée Rouge.*

Et ce grand et puissant pays, et cette armée rouge éprouvée dans son combat contre la contre-révolution, sont à la disposition de l'I.C. Fidèles à la cause de la révolution mondiale, ils sont sa forteresse. Tandis que toute la société capitaliste s'effondre et se corrompt, seule la Russie des soviets reconstruit et réorganise. Et la Russie des soviets veut la paix mondiale ; elle réclame le désarmement international, et met toute son expérience révolutionnaire et toute sa force de combat au service de l'unité du prolétariat mondial. C'est ainsi que les luttes devant lesquelles nous nous trouvons, ne peuvent que se terminer par la victoire du prolétariat mondial et la défaite du capitalisme. Notre devoir est de veiller aux événements, de réveiller la conscience des masses prolétaires, d'organiser les combats quotidiens et de préparer la bataille définitive qui ne peut se terminer que par la victoire complète du prolétariat.

Vive le P. C. d'Allemagne qui se trouve aux avant-postes !

### Le discours d'Adly

Sous les applaudissements enthousiastes du Congrès le camarade Adly, représentant du P.C. français, monte à la tribune. L'assemblée debout chante l'Internationale.

Le camarade Adly explique que c'est avec la plus grande difficulté qu'il a été possible au P.C. français d'envoyer un représentant à Leipzig, mais

qu'il n'en éprouve que d'autant plus le besoin d'exprimer les sentiments de solidarité qui le lient aux communistes allemands.

Le P.C. français a subi après les décisions du 4<sup>e</sup> Congrès, une crise grave, pendant laquelle il s'est débarrassée de tous ses éléments peu sûrs. Raffermi, il n'en a repris qu'avec une plus grande activité la lutte contre l'occupation de la Ruhr. Adly reprend l'argument de Kolarof au sujet de l'occupation de la Ruhr. C'est bien pour instaurer son hégémonie économique, que la France est dans la Ruhr. Nous sommes à la veille d'une nouvelle guerre capitaliste. Le capital français ne peut plus reculer. Nous ne sommes pas à la fin d'une période guerrière, mais bien au commencement.

Dans cette situation, le P.C. français et la C.G. T.U. qui ont fondé en commun un comité d'action contre la guerre, sont une garantie que les événements de 1914 ne se reproduiront pas. Le prolétariat révolutionnaire est en révolte contre l'action du capital français, et il poursuivra cette lutte jusque dans ses dernières conséquences. Ce qui nous donne la force de lutter ainsi, c'est le sentiment que nous sommes absolument d'accord avec le P.C. allemand, et que nous collaborons de la façon la plus intime avec lui. Il faut que nous arrivions à une action commune, à une union étroite des deux partis frères.

L'action du militarisme français n'est pas finie. Le prolétariat des deux côtés du Rhin doit s'organiser pour la défense. Si la France mobilise, ce sera le signal pour le prolétariat français que la situation est révolutionnaire.

Le camarade Reinhardt, délégué de l'I.S.R., monte à la tribune. Il constate la défection de la 2<sup>e</sup> Internationale en la situation présente. Seules l'I.C. et l'I.S.R. ont pris position. L'I.S.R. n'est pas assez fortement organisée pour pouvoir faire à elle seule, ce qu'il y a à faire en ce moment. C'est le devoir du Congrès de fortifier l'I.S.R. en appuyant de toutes ses forces le mouvement syndical révolutionnaire.

\*\*\*

La question du front unique n'a pas été suffisamment éclaircie ni du point de vue théorique ni du point de vue pratique chez tous les camarades. Il s'agit de créer l'unité de front révolutionnaire des masses ouvrières dans les syndicats, et de briser l'unité des Amsterdamois avec le capital. Nous autres, communistes, nous ne pouvons considérer le front unique que comme un front de défense contre la contre-révolution. Si le Congrès prend nettement position dans cette question, il aura accompli un des plus importants devoirs du moment.

\*\*\*

Le camarade Cobianchi, délégué du P. C. italien, a la parole.

La dictature de Mussolini pourrait faire croire, dit-il, que c'en est fait du Parti Communiste italien. Mais non, le P. C. italien n'a pas capitulé. Il se sent plus combatif que jamais.

Le P. C. italien est, pour ainsi dire, réduit à une existence illégale. Les expériences des Partis Yougo-Slaves, Roumains et Hongrois ont montré au P. C. italien ce qu'il faut faire en pareilles circonstances. Et tandis que nos sections sont l'une après l'autre mises hors la loi, tandis que nos journaux sont détruits, une nouvelle période d'organisation intérieure commence pour le Parti. Le prolétariat italien est prêt à opposer à l'offensive capitaliste sa propre offensive. Il vengera les massacres de Turin, les incendies de ses journaux et toutes les autres horreurs perpétrées par le fascisme.

Conformément aux décisions du 4<sup>e</sup> Congrès mondial, nous sommes prêts, en Italie, à faire la fusion avec les maximalistes. C'est avec joie que le P. C. italien voit le P. C. allemand être sur le point de réunir à lui tout le prolétariat d'Allemagne et prendre la tête du mouvement révolutionnaire du monde. Ce n'est pas seulement le prolétariat allemand, c'est le prolétariat du monde entier qui suit les débats de ce Congrès, dont il attend une nouvelle impulsion. Au nom de plusieurs milliers de camarades italiens emprisonnés, au nom des innombrables ouvriers qui errent aujourd'hui sans logis, chassés de chez eux par le fascisme, en souvenir des militants italiens tués dans la lutte, je salue le Congrès du P. C. allemand, qui marquera dans la lutte du prolétariat mondial contre l'offensive du capital.

Le camarade *Kreibich*, représentant du P. C. de Tchéco-Slovaquie, explique que, par suite de l'invasion de la Ruhr, une dépression règne en Tchéco-Slovaquie. Seuls, les financiers et les gros propriétaires fonciers se réjouissent. Dans les classes ouvrières et aussi dans les milieux petits-bourgeois règne le pessimisme. Les communistes sont poursuivis avec acharnement. Les social-démocrates, d'accord avec les bourgeois, font des lois d'exception dirigées contre eux.

Le représentant du P. C. belge *Franck* parle de l'activité des communistes de Belgique contre la réaction et l'Internationale d'Amsterdam. *Vanderelde* et ses créatures font la chasse aux communistes. Les communistes belges se sentent plus solidaires que jamais de leurs camarades de France et d'Allemagne.

Plusieurs camarades étrangers prennent encore la parole.

Le camarade *Grothe* remercie le P. C. allemand au nom des Conseils d'usines pour l'appui qu'ils ont reçu de lui.

Le camarade *Piek* annonce qu'à Essen, dans la nouvelle élection pour le Conseil d'administration des métallurgistes de l'endroit, les communistes ont eu la majorité.

### Rapport politique du Comité Central

Le camarade Meyer lit le rapport du Comité central :

La menace d'une nouvelle guerre mondiale est plus grande que jamais. Mais, dans ces temps troublés, nous tournons les yeux vers la Russie des Soviets, qui est plus solide que jamais. Tandis que l'Allemagne se débat de plus en plus dans des difficultés inextricables, personne ne peut ignorer que la Russie entre dans une période de reconstruction. En Allemagne, les soi-disant droits que la démocratie aurait conférés aux ouvriers sont de plus en plus restreints. Les associations secrètes sont de connivence avec un gouvernement de gros capitalistes.

Voyez ce qui se passe à Munich. Comment se fait-il que les classes moyennes qui, en 1918, se sentaient solidaires des ouvriers, sont devenues aujourd'hui nationalistes ? C'est la faute aux social-démocrates, qui n'ont pas su user de la confiance dont ils bénéficiaient pour servir la classe ouvrière. Le mouvement socialiste national ne pourra être vaincu que si le mouvement ouvrier se fait le porte-parole de toutes les couches du peuple qui souffrent de la misère. Il se passe en Bavière ce qui s'est passé en Italie. Là aussi, les social-démocrates n'ont pas su agir pour remédier à la misère du peuple.

Voyons de plus près ce qu'est, en ce moment,

la politique des majoritaires socialistes. Ils font semblant de faire opposition à Cuno. Mais cela ne fait que cacher l'appui qu'ils donnent à la classe bourgeoise contre le prolétariat. En même temps, nous voyons grandir l'opposition au sein même du Parti Socialiste Unifié. Pour l'instant, cette opposition est encore timide. Mais nous sommes convaincus que les masses sauront tirer un enseignement utile de la situation et qu'elles reviendront au P. C. De même, on peut constater qu'au sein des syndicats, l'opposition grandit contre la politique bureaucratique des chefs syndicaux. Si la bureaucratie syndicale continue à s'opposer à la volonté des masses, elle se verra de plus en plus éliminée de toute activité politique. Quant à nous, nous ne cesserons de le répéter : nous sommes pour l'unité syndicale. En ce moment, le P. C. est le seul qui mène le combat de tous les jours. Il l'a bien prouvé par l'attitude qu'il a prise, lors de la grève de Ludwigshafen.

Il y a, dans notre Parti, certaines divergences à la question du gouvernement ouvrier.

(A suivre.)

(Trad. par Alix Guillain.)

## Bulletin Communiste

### Organe du Parti Communiste (S.F.I.C.)

Le Numéro : 50 centimes

	France	Etranger
3 mois .....	7 »	8 »
6 mois .....	13 »	14 »
12 mois .....	26 »	28 »

VIENT DE PARAITRE :

## N. LÉNINE

par G. ZINOVIEV

C'est un discours prononcé par Zinoviev devant les ouvriers de Pétrograd, lors de l'attentat contre le chef de la Révolution russe et de la Révolution mondiale. Pour la première fois, Zinoviev faisait ainsi une biographie exacte de l'illustre révolutionnaire, — économiste, philosophe, historien, théoricien, homme d'action. Il était opportun de publier cette brochure au moment où Lénine, guéri du mal qui l'avait momentanément terrassé, fait sa rentrée dans la politique mondiale.

Petite Bibliothèque Communiste

Librairie de l'Humanité, 142, rue Montmartre, Paris.

Prix : 75 centimes.



TRAVAIL EXÉCUTÉ  
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON  
123, rue Montmartre, 123, Paris (2<sup>e</sup>)  
Georges Dangon, imprimeur.